

Compte rendu de la grève du 23/09/2019

Ce matin, nous étions 49 agents de la DDFIP du Cher rassemblés à Condé avec nos organisations syndicales Solidaires, CGT, FO, CFTC. Nous avons envahi la salle de réunion de la direction où le DDFIP avait convié l'ensemble des chefs de service du département.

Les grévistes présents venaient des services suivants :

- Trésorerie de Châteaumeillant
- SIP et trésorerie de Sancerre
- SIP et trésorerie de St Amand-Montrond
- SIP/SIE et trésorerie de Vierzon
- SIP, SIE, accueil de Bourges
- EDR
- PRS
- Trésorerie de Sancoins
- Trésorerie des Aix d'Angillon
- Bourges Municipale
- Paierie Départementale
- CDIF
- Trésorerie de Bourges-hôpitaux
- PCR

Un texte a été lu exigeant le retrait total du plan Darmanin.

Le DDFIP n'a pas souhaité répondre, il renvoie au Comité Technique de Réseau (CTR national) et au positionnement des représentants nationaux, ainsi qu'au Comité Technique Local convoqué le 26 septembre prochain.

Nous avons occupé la salle tout en discutant avec les chefs de service dont certains se sont portés grévistes. Nous avons aussi reçu des messages de soutien de leur part.

Le texte suivant a été adopté par l'assemblée générale qui s'est tenue dans cette même salle.

Nous faisons le constat que le DDFIP cherche à endormir les agents. Exemple « vous ne bougerez pas, vous travaillerez à distance ». Le ministre, quant à lui, a expliqué dans la presse qu'une fois arrêté, le projet de restructuration ne bougera pas jusqu'en 2026 !! Il a même par provocation affirmé que 2/3 des agents étaient d'accord avec sa réforme parce que seul 1/3 des agents était en grève le 16 septembre 2019.

Leurs promesses ne sont jamais tenues. Les collègues qui ont vécu les dernières fermetures de trésoreries nous ont expliqué leur calvaire : « c'est usant ».

Ces restructurations seront un puits sans fond : 4 départements expérimentent au 01/01/2020 le transfert de missions (informatique, parc automobile, formation professionnelle, maintenance immobilière et logistique, télécommunications) dans un secrétariat rattaché aux Préfectures. Cela aura forcément des conséquences sur les agents de la DGFIP concernés.

Nous avons écouté le compte-rendu des réunions du personnel qui se sont tenues à Vierzon, St Amand et Sancerre.

Des mairies mettent la pétition contre les fermetures de nos services à la disposition des usagers ; nous avons déjà de nombreux retours.

A Châteaumeillant, les collègues ont distribué cette même pétition dans les commerces qui

rencontre un vif succès.

Nous avons fait un premier bilan de nos rencontres avec les élus : rencontre avec le Maire de Sancerre qui est également le président de la Communauté de communes du Sancerrois avant la réunion du conseil communautaire du 19/09/2019. Lors de cette dernière réunion, le DDFIP a justifié la réforme auprès des élus par l'absentéisme des agents, c'est honteux ! Son argumentation n'a pas rencontré d'écho auprès des élus.

Nous devons également être reçus lors du Conseil communautaire de Vierzon le 26/09/2019.

Nous devons rencontrer prochainement le Président des Maires du Cher.

Plus généralement les élus sont inquiets par rapport aux Maisons France Service (MFS) : recrutement de jeunes en contrat de 24H ce qui pose des problèmes de précarisation, la charge financière leur incombera à court terme.

Nous avons aussi relevé les problèmes liés aux Maisons de Services Au Public (MSAP) : création de double espace particulier avec France Connect, nombreuses demandes en provenance des MSAP ce qui crée un intermédiaire entre le contribuable et les services Nous avons chacun notre spécialité, les salariés MSAP ne peuvent pas être compétents sur l'ensemble des sujets.

Que peut-on faire avec les élus ?

Un élu a relevé que les Services de Gestion Comptable (SGC) seraient loin d'être performants pour respecter les délais de paiement des factures des artisans.

Un autre élu relève que la disparition des Services des Impôts des Entreprises (SIE) conduira les entreprises à s'installer ailleurs.

Pour nous, agents, les cadences seront infernales dans les SGC ; ce ne sera que du travail à la chaîne inintéressant au possible.

Nous décidons de poursuivre le travail en direction des élus. A l'unanimité, nous proposons qu'une manifestation départementale (agents, élus) soit organisée en commun un samedi, à laquelle nous convierons les usagers.

Nous nous interrogeons sur le lien avec les autres secteurs de la Fonction Publique.

Les maires ne veulent pas plus de la fermeture de leurs écoles, que de leur bureau de poste, de leur trésorerie, ou d'autres services publics.

Nous souhaitons une convergence pour la défense des services publics. Les pompiers, les hôpitaux se battent ; unissons nos forces dans l'unité syndicale (manifestation départementale commune, réunion de défense des services publics).

Nous décidons de contacter l'association des comptables publics du département afin de connaître leur position et d'échanger sur l'avenir du réseau et des agents.

Nous décidons de nous réunir sur l'ensemble des sites tous les jeudis et de tenir une assemblée départementale mardi prochain (le 01/10/2019) avec les délégués des différents sites.

Pour information, nous étions 30,97 % de grévistes ce jour sur le département dont 55,32 % en SIE, SIP-SIE, PRS et 37,94 % en Trésoreries.

Bourges le 23/09/2019